

De nouvelles générations politiques émergent au Moyen-Orient et le Danemark doit les soutenir

Les droits économiques et sociaux doivent être au cœur de la lutte pour la démocratie libérale.

Il y a quelques jours, les Nations Unies ont célébré la Journée mondiale de la justice sociale. Pour la plupart d'entre nous, il s'agit d'une obscure journée d'action internationale, et l'événement est passé relativement inaperçu.

Mais dans de nombreuses régions du monde, c'est précisément la justice sociale et notamment les droits économiques et sociaux, que réclament des millions de personnes ces dernières années.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, région où mon organisation travaille pour la promotion des droits humains depuis deux décennies, ne fait pas exception. Au cours des dernières années, les dynamiques économiques et sociales ont de plus en plus influencé les politiques et la société.

Prenons l'exemple de l'Égypte, le pays le plus peuplé de la région. Lorsque des millions d'Égyptien.ne.s sont descendus dans les rues pendant le soi-disant printemps arabe de 2011, ils demandaient le départ du président Hosni Moubarak. Cette demande comprenait des appels à changer le système politique et ses pratiques : la dissolution du parti au pouvoir, le NPD ; l'abolition de la loi sur l'état d'urgence ; le rétablissement de la liberté de réunion et le renouvellement de l'élite politique.

La révolution égyptienne de 2011 et 2012 a bien sûr également été nourrie par des frustrations économiques et sociales nées de la pauvreté généralisée et d'une répartition injuste des ressources du pays. Je pense toutefois que l'objectif principal du soulèvement était de changer le système politique autocratique de l'Égypte.

Huit ans plus tard, la situation a considérablement changé. Non seulement parce que l'armée a stoppé net les développements politiques en 2013, mais aussi parce que les forces politiques semblent avoir changé.

Lorsque des dizaines de milliers de manifestant.e.s sont descendus dans les rues en septembre dernier pour défier la répression policière brutale que le président el-Sisi a réinstauré, ils ont à nouveau réclamé la démission du président. Mais cette fois, les causes et leurs revendications provenaient des nombreuses injustices économiques et sociales.

Alors que les manifestations de 2011 ont été déclenchées par un épisode de violence policière horrible, celles de 2019 ont été stimulées par des accusations de corruption dans le cercle restreint du président. Les allégations ont été partagées depuis son exil par une ancienne marionnette du régime, entrepreneur dans le secteur de la construction et devenu lanceur d'alertes depuis, Mohammed Ali. Dans une série de vidéos, il a présenté un certain nombre d'indices de fraude à grande échelle au sommet du régime. En réponse, des dizaines de milliers d'Égyptien.ne.s sont descendus dans les rues pour exiger la justice économique et sociale. À bien des égards, cela ressemble à la naissance d'une nouvelle génération politique en Égypte. Une génération qui, huit ans après le soulèvement de 2011, a trouvé son propre credo dans la revendication de la justice sociale.

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles cette nouvelle génération politique se développe actuellement. D'une part le régime, à travers une répression sans précédent dans sa sévérité, a tourmenté la génération politique derrière le soulèvement de 2011. D'autre part, les politiques budgétaires du gouvernement ont considérablement exacerbé les injustices sociales et économiques.

Au cours des dernières années, le régime de al-Sisi a cherché à contrer une spirale économique à la baisse grâce à des prêts régionaux et internationaux, principalement du Fonds monétaire international (FMI). Ces

prêts ont été conditionnés à des programmes d'ajustement structurel de grande envergure nécessitant notamment que l'état récipiendaire réduise les impôts sur les sociétés et les subventions de l'État. Ces politiques ont eu l'effet d'éroder et de miner la capacité de l'État égyptien à fournir des services sociaux et économiques de base. Comme à d'autres moments dans l'histoire, cela a principalement touché les millions d'Égyptiens qui vivaient déjà dans la pauvreté et en marge de la société. Mais l'Égypte n'est pas le seul pays de la région où les demandes liées aux droits économiques et sociaux augmentent.

Du mouvement de protestation marocain Hirak aux manifestations en cours au Liban, en Algérie et en Iran, les questions économiques et sociales ne sont jamais très loin de la surface du problème. Bien que les manifestations reflètent des conditions locales spécifiques, les manifestants ont en commun le rejet de ce qu'ils considèrent comme des conditions de vie économiques et sociales dégradantes, le manque d'accès aux services publics de base, la corruption et l'augmentation des inégalités.

Le dernier rapport de l'ONU sur le développement social et économique estime qu'un jeune arabe sur quatre âgé de 15 à 24 ans est touché par le chômage. Dans la bande de Gaza, où la population continue de souffrir en raison du blocus israélien, les dernières données rapportées par la Deutsche Welle indiquent que trois personnes sur quatre sont au chômage.

Ces statistiques alarmantes sont d'abord et avant tout une conséquence de l'attention excessive des régimes arabes et du Moyen-Orient à la sécurité plutôt qu'au développement. C'est aussi une conséquence de la corruption de grande envergure. Selon le baromètre arabe, la corruption est aujourd'hui systématiquement enracinée dans les institutions publiques de la région. Cela nécessite des changements majeurs et fondamentaux qui ne peuvent être initiés et portés que par les chefs de gouvernement et les acteurs économiques et financiers du Moyen-Orient.

Dans mon organisation, nous travaillons à faire progresser les droits sociaux et économiques et à les intégrer dans les programmes politiques des pays de la région - malheureusement trop peu nombreux - où les gouvernements sont prêts à agir. Ce travail doit *in fine* dépendre des gouvernements des pays concernés et de leurs dirigeants.

Les institutions internationales comme l'UE ont cependant une responsabilité. Tout comme en Égypte, le FMI, la Banque mondiale et d'autres acteurs internationaux ont pendant des décennies incité les gouvernements du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord par le biais de programmes d'ajustement structurel afin d'éroder les protections sociales et économiques nécessaires pour les plus défavorisés de la société.

Parallèlement, la détermination de la communauté internationale à lutter contre le terrorisme et l'immigration irrégulière en provenance de la région a soutenu la tendance des régimes du Moyen-Orient à renforcer les institutions de sécurité telles que la police et l'armée plutôt que les investissements sociaux, comme l'éducation et la santé.

Le Danemark, de par son influence moyenne sur la scène internationale, n'est pas en mesure de dicter les décisions prises par le FMI, la Banque mondiale ou l'UE. Mais le Danemark devrait faire pression pour que les politiques mises en œuvre par les institutions internationales que nous soutenons et auxquelles nous souscrivons aient comme éléments décisionnels directs les droits sociaux et économiques.

L'UE est un point de départ évident. Le Danemark pourrait jouer un rôle en poussant l'Union à prendre au sérieux les obligations déjà adoptées en matière de droits humains dans sa politique étrangère à l'égard des pays voisins du sud de la Méditerranée.

L'accent mis sur les droits sociaux et économiques au Danemark et sur la politique étrangère de l'UE est donc bien plus que la marque symbolique d'une journée d'action internationale. Il s'agit plutôt de renforcer et de diffuser les fondements sociaux et économiques de nos sociétés démocratiques.

Alors même qu'au cœur de l'Europe une rude bataille est actuellement menée pour soutenir les fondements de nos démocraties, nous devons porter un intérêt accru à la promotion de ces droits dans les régions voisines telles que le Moyen-Orient ou l'Afrique du Nord où les développements politiques en cours ont une influence profonde sur notre réalité européenne.

Rasmus Alenius Boserup
Directeur d'EuroMed Droits